

Fiche

En quelques mois, la France remet en cause son système politique et son organisation sociale, qui étaient en place depuis des siècles. Quels sont les déclencheurs de la crise révolutionnaire ?

I. La France en crise

- À la fin du XVIII^e siècle, la société française évolue : l'ancienne organisation est de plus en plus contestée. Les philosophes des Lumières remettent en cause les principes de l'Ancien Régime. Surtout, **le mécontentement est général**. La récolte de 1788 a été en partie détruite par la grêle et les orages. Le prix du pain augmente, ce qui rend d'autant plus insupportables les impôts et les droits seigneuriaux qui pèsent sur les masses populaires.
- La France connaît par ailleurs une **grave crise financière**. Le budget de l'État est largement déficitaire et le service de la dette représente plus de 50 % des dépenses. Les impôts directs rapportent peu car le clergé et la noblesse n'y sont pas astreints, en vertu de leurs privilèges. Pour résoudre cette crise, les ministres de Louis XVI cherchent à étendre l'impôt direct aux trois ordres. Mais les parlements chargés d'enregistrer les édits royaux refusent d'entériner cette réforme.
- **En mai 1788, la crise devient politique**. Le roi décide de réduire les pouvoirs des parlements, qui aussitôt se révoltent. Le roi convoque alors les états généraux du royaume (l'assemblée des trois ordres, clergé, noblesse et tiers état). À la demande du roi, chaque ordre rédige des **cahiers de doléances (où sont consignés les souhaits de chacun) et élit ses députés**.

II. 1789 : la révolte du tiers état

- En mai 1789, les états généraux se réunissent à Versailles. Les espérances du tiers état sont bientôt déçues : **le roi n'entend pas réformer le royaume mais simplement lever un nouvel impôt**. Soutenu par certains nobles libéraux, **le tiers état se proclame « Assemblée nationale »** et décide de **préparer une Constitution pour le royaume : c'est le serment du Jeu de paume**.
- Dans un premier temps, Louis XVI laisse faire. Mais les rumeurs vont bon train, le renvoi du ministre Necker, qui jouit d'une grande popularité, et le rassemblement de 30 000 soldats autour de la capitale inquiètent le peuple parisien.
- Le 12 juillet, une partie du peuple parisien se procure des armes, sous le contrôle de la bourgeoisie qui élit une municipalité parisienne et se dote d'une milice : la Garde nationale. Le 14, le prix du blé atteint un nouveau sommet : artisans et boutiquiers s'emparent de fusils et de canons aux invalides puis **prennent la forteresse de la Bastille, prison d'État symbole de l'arbitraire du pouvoir royal** : on y est envoyé sans procès (une lettre du roi, dite « lettre de cachet », suffit).
- Dans les campagnes, les nouvelles de la capitale arrivent très déformées, déclenchant une « **émotion** », **c'est-à-dire une peur collective irraisonnée** : les paysans, effrayés par d'imaginaires brigands, se retournent contre la noblesse et détruisent des châteaux : c'est **la Grande Peur**. Pour ramener le calme, la noblesse, le clergé, les villes et les provinces **renoncent à leurs privilèges dans la nuit du 4 août 1789**. Juridiquement, **c'est la fin de l'Ancien Régime**.

L'Assemblée vote la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen qui fixe de nouveaux principes : liberté, égalité des droits, propriété, souveraineté de la Nation. Le 5 octobre 1789, pour obtenir du pain, forcer le roi à accepter les changements, et aussi se prémunir contre une intervention armée, les Parisiennes conduisent le souverain du château de Versailles à celui des Tuileries, à Paris, où il sert plus ou moins consciemment d'otage.

III. 1790 : conciliation et affrontement

- L'Assemblée nationale met en place des **mesures économiques**. La bourgeoisie impose des lois libérales. Les douanes intérieures sont abolies pour faciliter les échanges. La loi Le Chapelier interdit les associations d'ouvriers ou de patrons. Ces transformations s'accompagnent de vives discussions politiques, à Paris et en province, dans des clubs où l'on débat des changements et des projets de l'Assemblée.
- En 1790, tous les Français ne sont pas satisfaits de ces mesures. **Les militants du petit peuple, les « sans-culottes », veulent que l'on plafonne le prix du pain : c'est le « maximum »**. Les troupes souhaitent également des réformes. De nombreux nobles, apeurés, fuient à l'étranger et cherchent à rétablir la situation d'avant 1789 : ce sont les « **émigrés** ».
- **Les biens de l'Église sont nationalisés**, les prêtres deviennent des fonctionnaires payés par l'État qui doivent prêter serment à la Constitution. Le pape s'oppose à cette réforme ; le clergé se divise entre prêtres « jureurs » et ceux qui refusent de prêter serment, appelés « réfractaires ».
- Le 14 juillet 1790, la fête de la Fédération célèbre l'unité nationale retrouvée (et accessoirement la prise de la Bastille). Mais l'unité nationale n'est pas réelle. Bien des réformes sont encore nécessaires.

